

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 2001 — 521 [C — 2001/16026]

26 JANVIER 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 août 1997 fixant les conditions supplémentaires à l'agrément des organismes chargés du contrôle du mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1998 et 3 septembre 2000;

Vu la concertation avec les Gouvernements des Régions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de fixer sans retard des normes de contrôle supplémentaires relatives au mode de production biologique résulte du besoin urgent d'intensifier les contrôles et la supervision de ce secteur en forte croissance,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 7 août 1997 fixant les conditions supplémentaires à l'agrément des organismes chargés du contrôle du mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, est complété comme suit :

« 4° d'appliquer les prescriptions supplémentaires en matière de contrôle établies dans le cahier des charges annexé au présent arrêté. »

Art. 2. Le contenu de l'annexe du même arrêté est établi à l'annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Bruxelles, le 26 janvier 2001.

J. GABRIELS

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 2001 — 521 [C — 2001/16026]

26 JANUARI 2001. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 augustus 1997 tot vaststelling van aanvullende voorwaarden tot erkenning van organismen belast met de controle op de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1998 en 3 september 2000;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld aanvullende controlenormen betreffende de biologische productiemethode vast te stellen, voortvloeit uit de dringende behoefte om de controles en de supervisie van deze sterk groeiende sector te intensiveren,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 7 augustus 1997 tot vaststelling van aanvullende voorwaarden tot erkenning van organismen belast met de controle op de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, wordt aangevuld als volgt :

« 4° de aanvullende voorschriften inzake controle vastgesteld in het bij dit besluit gevoegde lastenboek toepassen. »

Art. 2. De inhoud van de bijlage van hetzelfde besluit wordt vastgesteld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 26 januari 2001.

J. GABRIELS

ANNEXE

Cahier des charges relatif aux prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

1.1. Pour l'application du présent cahier des charges, on entend par :

- le Règlement : le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;
- l'arrêté royal : l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;
- le cahier des charges production animale : le cahier des charges pour la production biologique animale visé par l'arrêté ministériel du 30 octobre 1998 fixant les prescriptions relatives à la production biologique dans le secteur animal.

1.2. Les autres définitions comprises dans le Règlement et l'arrêté royal sont applicables en tant que besoin.

1.3. Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement et de l'arrêté royal, le présent cahier des charges fixe des prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique, que les organismes de contrôle agréés sont tenus d'appliquer.

CHAPITRE 2. — *Modalités d'application de la législation par les organismes de contrôle*

2.1. Début de la mise en œuvre du régime de contrôle.

La date du début de la mise en œuvre du régime de contrôle, déterminant notamment le commencement de la période de conversion chez les producteurs, est fixée au jour où l'organisme de contrôle a reçu la notification de l'opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle.

2.2. Octroi des dérogations et autorisations par les organismes de contrôle.

Afin d'harmoniser les modalités d'application de la législation par les organismes de contrôle, et notamment l'octroi des dérogations ou autorisations prévues dans le Règlement, l'arrêté royal ou le cahier des charges production animale, l'Administration peut, après consultation des organismes de contrôle, établir des critères communs dans des lignes directrices contraignantes.

2.3. Traçabilité des produits animaux.

2.3.1. L'organisme de contrôle est tenu de passer une convention avec l'organisme responsable de la gestion du système Sanitel d'identification et d'enregistrement des animaux, de manière à avoir un accès régulier aux informations concernant les troupeaux et animaux des opérateurs sous contrôle pour toutes les espèces pour lesquelles un système Sanitel est opérationnel.

2.3.2. L'organisme de contrôle est tenu de prélever annuellement des échantillons de viande ou produits de viande sur une proportion minimale de 5 % des bovins abattus en vue d'une commercialisation avec une référence à la production biologique, et de faire, par analyse ADN, un contrôle de concordance de ces échantillons avec les poils des animaux correspondants prélevés par les producteurs en application du cahier des charges production animale.

CHAPITRE 3. — *Planification et exécution des contrôles*

3.1. Lorsqu'il reçoit la notification d'un opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle, l'organisme de contrôle exécute le premier contrôle imposé par le Règlement dans un délai maximal de 60 jours.

3.2. Outre le contrôle physique annuel complet de l'unité imposé par le Règlement, l'organisme de contrôle exécute un nombre de visites inopinées égal ou supérieur à :

- 50 % du nombre de producteurs soumis au contrôle
- 75 % du nombre de préparateurs soumis au contrôle
- 75 % du nombre d'importateurs soumis au contrôle.

Le nombre minimal de contrôles à exécuter est calculé par rapport à la situation au 30 juin de l'année concernée.

3.3. La planification des contrôles et le choix des opérateurs devant subir ces contrôles se fondent sur tous les éléments disponibles, et visent à privilégier les contrôles auprès des opérateurs à haut risque.

3.4. Lorsqu'une irrégularité est suspectée, l'organisme de contrôle est tenu d'exécuter dans les plus brefs délais un contrôle auprès de l'opérateur concerné.

3.5. L'organisme de contrôle est tenu de soumettre chaque nouvel opérateur à au moins un contrôle inopiné au cours de la première année qui suit la notification. Par la suite, l'organisme de contrôle soumet chaque opérateur à au moins un contrôle inopiné tous les 24 mois.

3.6. Les contrôles inopinés peuvent être des contrôles partiels destinés à vérifier un nombre limité de points. Dans ce cas, l'organisme de contrôle cible la nature des contrôles en fonction des spécificités de l'opérateur et du contenu de son dossier.

3.7. En ce qui concerne les unités de préparation dans lesquelles des produits non biologiques sont également transformés, conditionnés ou stockés, l'organisme de contrôle prend les mesures nécessaires pour disposer à l'avance des plannings de production biologique.

3.8. En ce qui concerne les importateurs, l'organisme de contrôle prend les mesures nécessaires pour être informé à l'avance des arrivées sur le territoire belge de lots de produits biologiques.

CHAPITRE 4. — *Planification et exécution des analyses*

4.1. Analyses au niveau des producteurs.

4.1.1. Pour chaque nouvelle exploitation notifiant son entrée en conversion dans le mode de production biologique, l'organisme de contrôle prélève un échantillon de sol, de produit végétal ou de produit animal, et exécute une analyse pour détecter la présence éventuelle de résidus d'organochlorés. Si l'exploitation est située dans un environnement présentant un risque particulier de pollution, l'analyse porte également sur la présence éventuelle des autres résidus suspectés.

4.1.2. L'organisme de contrôle exécute un nombre d'analyses de routine sur les produits végétaux et animaux, auprès des autres producteurs, égal ou supérieur à :

- 100 % du nombre de producteurs de fruits, légumes et pommes de terre;
- 33 % du nombre de producteurs en grandes cultures, cultures fourragères, et/ou produits animaux.

4.1.3. En cas de suspicion d'utilisation de produits non autorisés par un producteur, l'organisme de contrôle exécute une analyse d'un échantillon de sol ou de produit végétal ou animal.

4.1.4. L'organisme de contrôle est tenu d'exécuter au moins une analyse de produit tous les 4 ans chez chacun des producteurs soumis au contrôle.

4.2. Analyses au niveau des préparateurs et des importateurs.

4.2.1. L'organisme de contrôle exécute un nombre d'analyses de routine auprès des préparateurs et des importateurs concernés, égal ou supérieur à :

- 100 % des préparateurs de fruits et légumes;
- 300 % des distributeurs/emballeurs de fruits et légumes;
- 33 % des autres préparateurs et des importateurs.

4.2.2. La planification des prises d'échantillon et le choix des opérateurs et des produits devant subir ces analyses se fondent sur tous les éléments disponibles de manière à privilégier les analyses dans les produits et filières présentant un risque élevé d'irrégularités.

4.2.3. L'organisme de contrôle est tenu d'exécuter au moins une analyse de produit tous les 4 ans chez chacun des opérateurs soumis au contrôle.

4.3. Nature des analyses et des produits recherchés.

4.3.1. Les analyses exécutées dans les produits végétaux et animaux visent à contrôler l'utilisation illicite de produits non autorisés, y compris l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ou de produits dérivés de ces organismes, ainsi que la présence éventuelle de résidus de pollutions environnementales suspectées.

4.3.2. Les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des producteurs portent essentiellement sur les herbicides, fongicides, insecticides, acaricides, molluscicides, bactéricides, rodenticides, répulsifs, substances inhibitrices de la germination, régulateurs de croissance, ralentisseurs et accélérateurs de mûrissement.

4.3.3. Outre les produits visés au point précédent, les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des préparateurs, transformateurs et importateurs portent également sur les additifs alimentaires, colorants, arômes, rehausseurs de goût, conservateurs, supports, solvants, et autres auxiliaires technologiques.

4.3.4. Les analyses des produits animaux portent essentiellement sur les médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse, les antibiotiques, les tranquillisants, les coccidiostatiques, les substances destinées à stimuler la croissance ou la production, les additifs, conservateurs et autres auxiliaires technologiques, tels les nitrates et les sorbates dans le lait, et les nitrites, nitrates, sulfites, phosphates et glutamates dans la viande et les produits de viande.

4.4. Interprétation des résultats.

Afin d'harmoniser l'interprétation des résultats d'analyse par les organismes de contrôle et leur prise en compte dans le cadre de la grille des sanctions, l'Administration peut, après consultation des organismes de contrôle, fixer des lignes directrices contraignantes fondées sur des valeurs limites de teneurs en résidus.

CHAPITRE 5. — *Barème des sanctions*

5.1. Outre l'application des dispositions visées à l'article 9 point 9 et à l'article 10 point 3 du Règlement, l'organisme de contrôle applique une ou plusieurs des sanctions suivantes en cas de constatation d'une irrégularité ou d'une infraction :

Sanctions		Application
Remarques	Remarque simple	La remarque simple est utilisée en cas d'irrégularité mineure ou de manquement de toute évidence involontaire dans le chef de l'opérateur.
	Demande d'amélioration	La demande d'amélioration précise l'irrégularité constatée, l'amélioration attendue et le délai dans lequel cette amélioration doit être effective.
	Demande d'amélioration avec engagement écrit	Même application que la demande d'amélioration, mais avec un engagement écrit signé par l'opérateur.
Avertissement		L'avertissement est accompagné de la mention de la sanction qui sera appliquée si l'opérateur n'en tient pas compte. Une demande d'amélioration non respectée dans le délai fixé donne toujours suite à un avertissement.
Contrôle renforcé		Un contrôle renforcé est décidé systématiquement lorsqu'un avertissement a dû être infligé; les frais du contrôle renforcé sont portés à charge de l'opérateur.
Déclassements et suspensions	Déclassement parcelle	Déclassement d'une parcelle donnée pour une durée déterminée.
	Déclassement lot	Déclassement définitif d'une partie de production donnée.
	Suspension produit	Interdiction à l'opérateur de commercialiser un type de produits donné portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.
	Suspension totale	Interdiction à l'opérateur de commercialiser tous produits portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.

5.2. Afin d'harmoniser l'application des sanctions par les organismes de contrôle, l'Administration peut, après consultation de ces derniers, fixer des lignes directrices contraignantes relatives à la grille des sanctions applicables aux opérateurs en fonction des cas concrets d'irrégularités et d'infractions constatées.

CHAPITRE 6. — Barème des redevances

En application de l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté royal, les limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs à l'organisme de contrôle sont fixées selon les règles décrites dans ce chapitre.

6.1. Producteurs.

6.1.1. Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les producteurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	nombre de points
Montant de base pour une unité de production	1670
Par entreprise tierce à contrôler (travail à façon : la marchandise reste la propriété du producteur)	2030
Par ha de maraîchage (*)	825
Par ha de maraîchage en plein champs (*)	460
Par ha de grande culture (*)	81
Par ha de prairie, engrais verts ou jachère	61
Par ha de culture fruitière basses tiges	410
Par ha de culture fruitière hautes tiges/Par ha de sapins de Noël	280
Par ha de serre froide ou tunnel	2460
Par ha de serre chauffée	4 950
Par ha de champignons	16 500
Par vache laitière/Par truie ou verrat/Par jument laitière	30
Par vache allaitante/Par jument allaitante ou étalon	21
Par biche ou cerf/Par autruche reproductrice	15,1
Par bovin de plus de 2 ans commercialisé	12,4
Par 10 poules pondeuses	10,2
Par bovin d'1 à 2 ans commercialisé	9,5
Par chèvre ou brebis laitière	7,7
Par 10 dindes commercialisées	6,8
Par bovin de moins d'1 an commercialisé	6,3
Par lapine mère	6,1
Par dague commercialisé	5
Par porc commercialisé/Par autruche commercialisée	4,7
Par brebis allaitante/Par agneau commercialisé	4,5
Par 10 poulets de chair commercialisés	3,4
Par 100 escargots commercialisés	3

(*) sur la base d'une liste des cultures fixée par l'Administration.

6.1.2. En dehors des contrôles de tiers, le nombre minimal de points d'une exploitation est fixé à 2500 points.

6.2. Entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation.

6.2.1. Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les préparateurs et importateurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour l'unité de transformation ou d'importation : - réservée exclusivement à la production biologique - utilisée aussi pour la production conventionnelle	1790 2200
Par site supplémentaire : - réservé exclusivement à la production biologique - utilisé aussi pour la production conventionnelle	1200 1470
Par type d'ingrédient utilisé : - uniquement en qualité biologique (entreprise de restauration de collectivités) - en qualités biologique et conventionnelle (entreprise de restauration de collectivités)	120 (24) 147 (29,5)
Par type de produit fini biologique commercialisé : - uniquement en qualité biologique (entreprise de restauration de collectivités) - en qualités biologique et conventionnelle (entreprise de restauration de collectivités)	180 (60) 220 (73,5)
Par tranche de 5 000 EUR (201 700 BEF) du CAB (*) en-dessous de 1 250 000 EUR (50 424 875 BEF)	182
Par tranche de 5 000 EUR (201 700 BEF) du CAB (*) comprise entre 1 250 000 EUR (50 424 875 BEF) et 6 250 000 EUR (252 124 375 BEF)	91
Par tranche de 5 000 EUR (201 700 BEF) du CAB (*) comprise entre 6 250 000 EUR (252 124 375 BEF) et 15 000 000 EUR (605 098 500 BEF)	54,6
Par tranche de 5 000 EUR (201 700 BEF) du CAB (*) comprise entre 15 000 000 EUR (605 098 500 BEF) et 25 000 000 EUR (1 008 497 500 BEF)	31,8
Par tranche de 5 000 EUR (201 700 BEF) du CAB (*) au-dessus de 25 000 000 EUR (1 008 497 500 BEF)	18,2
Par demande d'autorisation d'importation dans le cadre du Règlement ou de l'arrêté royal	4800

(*) Par CAB, on entend le chiffre d'affaire annuel relatif aux activités dans le secteur biologique.

6.2.2. Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour en changer l'emballage (conditionneurs), le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 65 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à réceptionner des produits biologiques dans des emballages non fermés ou en vrac et à les commercialiser sans autre conditionnement, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 50 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour les étiqueter à leur nom, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

Pour les importateurs, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

6.2.3. En dehors des demandes d'autorisation d'importation, le nombre minimal de points d'une entreprise est fixé à 6000 points. Toutefois, ce seuil minimal peut être réduit dans les cas suivants :

- pour les entreprises qui débutent leurs activités (nouveau n° de T.V.A.), ce seuil peut être ramené à 4450 points pendant les deux premières années;

- pour les entreprises qui transforment des marchandises sans en être propriétaire (façonniers), ce seuil peut être ramené à 4450 points si le CAB est compris entre 12 500 EUR (504 249 BEF) et 100 000 EUR (4 033 990 BEF) et à 3450 points si le CAB est inférieur à 12 500 EUR (504 249 BEF);

- pour les boulangeries dont le CAB est inférieur à 12 500 EUR (504 249 BEF), ce seuil peut être ramené à 2075 points.

6.3. Limites minimales et maximales de la redevance.

La redevance hors T.V.A. que l'organisme de contrôle applique aux opérateurs, est égale au nombre de points de l'exploitation, multiplié par un facteur compris entre les limites minimales et maximales suivantes (ce facteur peut être fixé séparément pour les producteurs d'une part, et pour les entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation d'autre part) :

- redevance minimale : facteur 0,105 EUR (4,236 BEF);
- redevance maximale : facteur 0,16 EUR (6,454 BEF).

6.4. Contrôles renforcés.

Les frais des contrôles renforcés exécutés notamment en application du chapitre 5 du présent cahier des charges sont en outre portés à charge de l'opérateur par les organismes de contrôle sur la base des limites minimales et maximales suivantes (hors frais d'analyses éventuelles) :

redevance (par 1/2 heure de contrôle)	dans l'entreprise	en bureau
minimale	30 EUR (1 210 BEF)	20 EUR (807 BEF)
maximale	45 EUR (1 815 BEF)	30 EUR (1 210 BEF)

6.5. Indexation

Les montants visés aux points 6.3 et 6.4 sont indexés annuellement au 1^{er} janvier sur la base de l'index-santé du mois de décembre de l'année précédente par rapport à celui de décembre 2000.

CHAPITRE 7. — Données à transmettre à l'Administration

7.1. Grilles des redevances et des sanctions.

7.1.1. L'organisme de contrôle est tenu de fournir à l'Administration la grille des redevances applicables aux opérateurs. Il fournit également toute modification apportée à cette grille avant la date à laquelle elle entre en vigueur.

7.1.2. L'organisme de contrôle est tenu de fournir à l'Administration la grille des sanctions applicables aux opérateurs. Cette grille définit la (les) sanction(s) appliquée(s) selon le barème fixé au chapitre 5 du présent cahier des charges, en regard des irrégularités et infractions envisageables par rapport aux dispositions du Règlement et de ses arrêtés d'exécution. Il fournit également toute modification apportée à cette grille.

7.2. Données à transmettre annuellement.

7.2.1. Liste des opérateurs soumis au contrôle

La liste des opérateurs visée à l'article 9 point 8 *b* du Règlement comprend les données suivantes :

- le nom et l'adresse de l'opérateur
- le type d'opérateur (producteur, préparateur, importateur, fabricant d'aliments pour animaux)
- le type de produit
- la date de la notification
- la date de la certification.

7.2.2. Rapport annuel.

Le rapport annuel visé à l'article 9 point 8 *b* du Règlement contient au minimum :

- les informations demandées par la Commission européenne sous la forme demandée,
- les données statistiques complémentaires, relatives aux moyens de production et de préparation de produits biologiques et aux quantités de produits biologiques commercialisés, selon le modèle fixé par l'Administration.

7.2.3. Fichier des données.

Chaque année avant le 1^{er} mars, dans le cadre de la gestion des dossiers relatifs au régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou maintenir des méthodes de production biologique, l'organisme de contrôle fournit à la DG 3 du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture un fichier sur support informatique reprenant pour chaque producteur les informations suivantes relatives à l'année qui précède :

- le nom et l'adresse du producteur
- les dates de contrôle
- par parcelle :
 - la superficie telle que déclarée par le producteur à l'organisme de contrôle au plus tard le 30 avril de l'année concernée, et exploitée selon les dispositions du Règlement et de l'arrêté royal, étant entendu que le respect des dispositions du cahier des charges production animale ne s'applique pas aux producteurs qui se sont engagés avant le 30 avril 1998
 - le type de culture
 - l'année de la première notification de la parcelle.

7.3. Données à transmettre semestriellement.

7.3.1. Liste des contrôles effectués.

L'organisme de contrôle est tenu de fournir à l'Administration dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des contrôles effectués auprès des opérateurs soumis au contrôle, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur
- le type d'opérateur
- la date du contrôle
- le type de contrôle (annoncé ou inopiné).

7.3.2. Liste des dérogations ou autorisations accordées.

L'organisme de contrôle est tenu de fournir à l'Administration dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des dérogations ou autorisations accordées aux opérateurs soumis au contrôle, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur
- le type d'opérateur
- la nature de la dérogation
- la date d'octroi de la dérogation
- la durée de validité de la dérogation.

7.3.3. Liste des sanctions prononcées.

L'organisme de contrôle est tenu de fournir à l'Administration dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des sanctions imposées aux opérateurs soumis au contrôle, exception faite des cas de remarques, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur
- le type d'opérateur
- la nature de la sanction selon le barème fixé au point 5 du présent cahier des charges
- la date de la sanction
- la durée de la sanction.

7.4. Données à transmettre immédiatement.

7.4.1. Lorsque l'organisme de contrôle constate une irrégularité ou une infraction auprès d'un opérateur soumis à son contrôle, et que cette irrégularité ou cette infraction peut avoir des conséquences auprès d'opérateurs soumis au contrôle d'un autre organisme de contrôle, belge ou étranger, il en informe sans délai l'Administration afin que celle-ci puisse prendre les mesures nécessaires.

7.4.2. Lorsque l'organisme de contrôle inflige à un opérateur une sanction de déclassement ou de suspension visée au chapitre 5 du présent cahier des charges, il en informe sans délai l'Administration.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 janvier 2006.

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
J. GABRIELS

BIJLAGE

Lastenboek betreffende de aanvullende voorwaarden inzake de controle van de biologische productiemethode

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen

1.2. Voor het gebruik van dit lastenboek verstaan we onder :

- Verordening: Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;
- het koninklijk besluit: het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;
- het lastenboek dierlijke productie: het lastenboek voor de biologische productie bedoeld door het ministerieel besluit van 30 oktober 1998 dat de voorwaarden vastlegt inzake de biologische productie in de dierlijke sector.

1.2. De overige definities van de Verordening en van het koninklijk besluit zijn, waar dat nodig is, van toepassing.

1.3. Onverminderd de toepassing van de Verordening en van het koninklijk besluit zijn in dit lastenboek de aanvullende voorwaarden vastgelegd inzake controle op de biologische productie die de erkende controleorganismen dienen te vervullen.

HOOFDSTUK 2. — Toepassingsmodaliteiten van de wetgeving door de controleorganismen

2.1. Aanvang van de inwerkingtreding van de controleregeling.

De datum waarop de controleregeling een aanvang neemt, waarmee met name de omschakelingsperiode bij de producenten start, is vastgesteld op de dag waarop het controleorganisme de kennisgeving van de marktdeelnemer heeft ontvangen en diens verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen.

2.2. Toekenning van afwijkingen en vergunningen door de controleorganismen

Om de toepassingsmodaliteiten van de wetgeving door de controleorganismen te harmoniseren, met name de toekenning van de afwijkingen en toestemmingen vastgelegd in de Verordening, het koninklijk besluit of het lastenboek voor dierlijke producten, kan het Bestuur, na raadpleging van de controleorganismen, gemeenschappelijke criteria opstellen in dwingende richtlijnen.

2.3. Traceerbaarheid van de dierlijke producten.

2.3.1. Het controleorganisme dient een overeenkomst te sluiten met de organisatie die instaat voor het beheer van het Sanitel-systeem voor identificatie en registratie van de dieren, zodat men regelmatig kan beschikken over informatie in verband met het veebeslag en de dieren van de marktdeelnemers die gecontroleerd worden voor alle diersoorten waarvoor er een Sanitelsysteem operationeel is.

2.3.2. Het controleorganisme dient jaarlijks stalen te nemen van vlees of vleesproducten op minstens 5 % van de voor verhandeling geslachte, biologisch gefokte runderen en door middel van een DNA-onderzoek na te gaan of die stalen overeenstemmen met het haarstal van de dieren dat door de producenten werd genomen bij toepassing van het lastenboek dierlijke productie.

HOOFDSTUK 3. — *Planning en uitvoering van de controles*

3.1. Wanneer het controleorganisme de kennisgeving van een marktdeelnemer ontvangt, alsmede zijn verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen, voert het de eerste inspectie die bij de Verordening verplicht is, binnen maximum 60 dagen uit.

3.2. Benevens de volledige jaarlijkse fysieke controle van het bedrijf die bij Verordening verplicht is, legt het controleorganisme ook nog onaangekondigde bezoeken af waarvan het aantal gelijk is aan of hoger dan :

- 50 % van het aantal aan de controle onderworpen producenten;
- 75 % van het aantal aan de controle onderworpen bereiders;
- 75 % van het aantal aan controle onderworpen invoerders.

Het minimum aantal uit te voeren controles wordt berekend in verhouding tot de toestand op 30 juni van het betrokken jaar.

3.3. De planning van de controles en de keuze van de marktdeelnemers die de controles moeten ondergaan steunen op alle beschikbare elementen en zijn bedoeld om prioriteit te verlenen aan controles bij marktdeelnemers met hoog risico.

3.4. Wanneer er onregelmatigheid wordt vermoed, is het controleorganisme ertoe gehouden om binnen de kortst mogelijke termijn een controle uit te voeren bij de betrokken marktdeelnemer.

3.5. Het controleorganisme heeft de verplichting om bij ieder nieuwe marktdeelnemer op zijn minst één onaangekondigde controle uit te voeren tijdens het jaar dat volgt op de kennisgeving. Daarna wordt dat om de 24 maanden minstens één onaangekondigde controle.

3.6. De onaangekondigde controles kunnen gedeeltelijke controles zijn bedoeld om een beperkt aantal punten na te gaan. In dit geval past het controleorganisme de controles aan volgens het specifieke karakter van de marktdeelnemer en de inhoud van zijn dossier.

3.7. Inzake de bereidingseenheden waar ook niet-biologische producten worden verwerkt, verpakt of opgeslagen, neemt het controleorganisme de nodige maatregelen om vooraf over een planning voor de biologische productie te beschikken.

3.8. Wat de invoerders betreft, neemt het controleorganisme de nodige maatregelen om vooraf geïnformeerd te zijn over de partijen biologische producten die op Belgisch grondgebied toekomen.

HOOFDSTUK 4. — *Planning en uitvoering van de analyses*

4.1. Analyses op het vlak van de producenten.

4.1.1. Voor elk nieuw bedrijf dat kennis geeft van zijn omschakeling naar de biologische productiemethode, neemt het controleorganisme een staal van de bodem, van een plantaardig of dierlijk product en voert een analyse uit om de mogelijke residuen van organochloorverbindingen op te sporen. Als het bedrijf gelegen is in een omgeving die een bijzonder pollutiegevaar oplevert, heeft de analyse ook nog betrekking op mogelijk andere verdachte residuen.

4.1.2. Het controleorganisme voert op de plantaardige en dierlijke producten bij de andere producenten een aantal routine-analyses uit gelijk aan of hoger dan :

- 100 % van het aantal producenten van fruit, groenten en aardappelen;
- 33 % van het aantal producenten van akkerbouwgewassen, voederteelten en/of dierlijke producten.

4.1.3. Als het vermoeden bestaat dat een producent ongeoorloofde producten gebruikt, voert het controleorganisme een analyse uit op een bodemstaal of op een plantaardig of dierlijk staal.

4.1.4. Bij iedere producent die aan haar controle onderworpen is moet het controleorganisme om de vier jaar minstens één productanalyse uitvoeren.

4.2. Analyses bij bereiders en invoerders.

4.2.1. Het controleorganisme voert een aantal routine-analyses uit bij de betrokken bereiders en invoerders. Dit aantal is gelijk aan of hoger dan :

- 100 % van de fruit- en groentebereiders;
- 300 % van de verdelers/verpakkers van fruit en groenten;
- 33 % van de overige bereiders en invoerders.

4.2.2. Voor het plannen van de staalnemingen en de keuze van de marktdeelnemers en de producten die men wil analyseren, moet gebruik worden gemaakt van alle beschikbare elementen zodat bij voorrang de analyse toegespitst wordt op producten en bedrijfskolommen met een groot risico voor onregelmatigheden.

4.2.3. Bij iedere marktdeelnemer die aan haar controle onderworpen is moet het controleorganisme om de vier jaar minstens één productanalyse uitvoeren.

4.3. Aard van de analyses en van de gezochte producten.

4.3.1. De analyses uitgevoerd op plantaardige en dierlijke producten zijn gericht op het ongeoorloofde gebruik van verboden producten, ook het gebruik van genetisch gemodificeerde organismen of producten die hiervan zijn afgeleid, alsook eventueel residuen van vermoede milieuvuiling.

4.3.2. De analyse van plantenstalen die bij de producenten worden genomen heeft hoofdzakelijk betrekking op herbiciden, fungiciden, insecticiden, acariciden, slakkendodende middelen, bactericiden, rodenticiden, afweermiddelen, kiemremmende stoffen, groeiregelaars, rijpingsvertragers en -versnellers.

4.3.3. Benevens de in het vorige punt bedoelde producten heeft de analyse van de plantenstalen genomen bij bereiders, verwerkers en invoerders ook betrekking op de voedingsadditieven, kleurstoffen, aroma's, smaakverbeteraars, bewaarstoffen, dragers, solventen en andere technologische hulpstoffen.

4.3.4. De analyses verricht op dierlijke producten hebben hoofdzakelijk betrekking op de chemisch gesynthetiseerde allopatische diergeneeskundige middelen, antibiotica, pijnstillers, coccidiostatica, de groei- of productiebevorderende stoffen, additieven, bewaarmiddelen en andere technologische hulpstoffen zoals nitraten en sorbaten in melk, de nitrieten, nitraten, sulfieten, fosfaten en glutamaten in vlees en vleesproducten.

4.4. Interpretatie van de resultaten.

Om de interpretatie van de analyseresultaten door de controleorganismen en het in aanmerking nemen ervan in het raam van de voorziene sancties op elkaar af te stemmen, kan het Bestuur, na raadpleging van de controleorganismen, dwingende richtlijnen vastleggen die steunen op de limietwaarden voor het residugehalte.

HOOFDSTUK 5. — *Tabel voor de sancties*

5.1. Benevens de toepassing van de bepalingen vastgelegd in artikel 9 punt 9 en in artikel 10 punt 3 van de Verordening, past het controleorganisme een of meer van de volgende sancties toe als ze een onregelmatigheid of een inbreuk constateert :

Sancties		Toepassing
Opmerkingen	Gewone opmerking	De gewone opmerking wordt gebruikt voor kleine onregelmatigheden of voor duidelijk onvrijwillige gebreken door de marktdeelnemer
	Vraag om verbetering	Bij de vraag om verbetering wordt aangegeven welke onregelmatigheid er is geconstateerd, welke verbetering er wordt verwacht en binnen welke termijn.
	Vraag om verbetering met schriftelijke verbintenis	Zelfde toepassing als de vraag om verbetering, maar met schriftelijke verbintenis ondertekend door de marktdeelnemer.
Waarschuwing		De waarschuwing gaat vergezeld van de vermelding welke sanctie er zal worden toegepast als de marktdeelnemer er geen rekening mee houdt. Op een vraag om verbetering die niet binnen de gestelde termijn in acht wordt genomen volgt altijd een waarschuwing.
Verscherpte controle		Er wordt systematisch tot verscherpte controle besloten wanneer een waarschuwing moest gegeven worden; de kosten voor verscherpte controle worden gedragen door de marktdeelnemer.
Declasseringen en schorsingen	Declassering perceel	Declassering van een bepaald perceel voor een bepaalde duur.
	Declassering lot	Definitieve declassering van een bepaald deel van de productie.
	Schorsing product	Verbod voor een vastgelegde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om een bepaald soort producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.
	Totale schorsing	Verbod voor een bepaalde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om alle producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.

5.2. Om de toepassing van de sancties door de controleorganismen te harmoniseren, kan het Bestuur, na raadpleging van deze laatsten, dwingende richtlijnen vastleggen in verband met de sancties die marktdeelnemers opgelegd krijgen als er concrete onregelmatigheden en inbreuken worden geconstateerd.

HOOFDSTUK 6. — Vergoedingen

Bij toepassing van artikel 7, § 1 van het koninklijk besluit worden minimum- en maximumgrenzen van de vergoedingen die marktdeelnemers aan de controleorganismen dienen te betalen vastgelegd volgens de regels in dit hoofdstuk beschreven.

6.1. Producenten.

6.1.1. Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorgaan het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de producenten verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem.

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag voor een productie-eenheid	1670
Per derde onderneming die moet worden gecontroleerd (loonwerk : de goederen blijven eigendom van de producent)	2030
Per ha groententeelt (*)	825
Per ha grove groententeelt (*)	460
Per ha akkerbouw (*)	81
Per ha weide, groenbemesting of braakgrond	61
Per ha laagstammig fruit	410
Per ha hoogstammig fruit/Per ha Kerstbomen	280
Per ha onverwarmde serre of tunnel	2460
Per ha verwarmde serre	4 950
Per ha champignons	16 500
Per melkkoe/per zeug of varkensbeer/Per melkgevende merrie	30
Per zoogkoe/Per zogende merrie of hengst	21
Per wijfjes- of mannetjeshert/per fokstruisvogel	15,1
Per marktklaar rund van meer dan 2 jaar oud	12,4
Per 10 legkippen	10,2
Per marktklaar rund van 1 tot 2 jaar	9,5
Per melkgeit- of -ooi	7,7
Per 10 marktklare kalkoenen	6,8
Per marktklaar rund van minder dan 1 jaar	6,3
Per konijnenvoedster	6,1
Per marktklaar spieshart	5
Per marktklaar varken/per marktklare struisvogel	4,7

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Per zogende ooi/Per marktklare lam	4,5
Per 10 marktklare vleeskippen	3,4
Per 100 marktklare consumptieslakken	3

(*) op basis van een door het Bestuur vastgestelde lijst van de gewassen.

§ 6.1.2. Benevens die controles op derden, is het minimumaantal punten voor een bedrijf vastgesteld op 2500 punten.

6.2. Ondernemingen voor bereiding, verpakking en invoer.

6.2.1. Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorgaan het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de verwerkers en invoerders verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag per eenheid voor de verwerking of de invoer : - exclusief voorbehouden aan de biologische productie - ook gebruikt voor conventionele productie	1790 2200
Per bijkomende vestiging : - exclusief voorbehouden aan de biologische productie - ook gebruikt voor conventionele producten	1200 1470
Volgens het gebruikte soort ingrediënt : - uitsluitend biologisch (bereidingsbedrijven van groepsmaaltijden) - biologisch en conventioneel (bereidingsbedrijven van groepsmaaltijden)	120 (24) 147 (29,5)
Per afgewerkt biologisch eindproduct : - uitsluitend biologisch (bereidingsbedrijven van groepsmaaltijden) - biologisch en conventioneel (bereidingsbedrijven van groepsmaaltijden)	180 (60) 220 (73,5)
Per schijf van 5 000 EUR (201 700 BEF) van de JBO (*) beneden 1 250 000 EUR (50 424 875 BEF)	182
Per schijf van 5 000 EUR (201 700 BEF) van de JBO (*) begrepen tussen 1 250 000 EUR (50 424 875 BEF) en 6 250 000 EUR (252 124 375 BEF)	91
Per schijf van 5 000 EUR (201 700 BEF) van de JBO (*) begrepen tussen 6 250 000 EUR (252 124 375 BEF) en 15 000 000 EUR (605 098 500 BEF)	54,6
Per schijf van 5 000 EUR (201 700 BEF) van de JBO (*) begrepen tussen 15 000 000 EUR (605 098 500 BEF) en 25 000 000 EUR (1 008 497 500 BEF)	31,8

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Per schijf van 5 000 EUR (201 700 BEF) van de JBO (*) begrepen tussen 25 000 000 EUR (1 008 497 500 BEF)	18,2
Per aanvraag om invoervergunning in het raam van de Verordening of van het koninklijk besluit	4800

(*) Onder JBO verstaat men de jaarlijkse omzet voor activiteiten in de biologische productie.

6.2.2. Voor bedrijven die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten om de verpakking ervan te wijzigen (verpakkingsbedrijven), wordt de JBO gebruikt voor berekening van de punten verminderd tot 65 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het ontvangen van biologische producten in niet-gesloten verpakking of bulk en ze aldus op de markt te brengen wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 50 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten en er een etiket met hun eigen naam op plakken, wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

Voor de invoerders wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

6.2.3. Buiten de aanvragen om invoervergunning wordt het minimum aantal punten van een bedrijf vastgesteld op 6000 punten. Deze minimumdrempel kan in de volgende gevallen evenwel nog worden verminderd :

- voor de ondernemingen die hun activiteit opstarten (nieuw BTW-nr.), kan die drempel worden verlaagd tot 4450 punten tijdens de eerste twee jaar;

- voor de bedrijven die koopwaar verwerken zonder daar eigenaar van te zijn (maakloonwerkers) kan die drempel worden verlaagd tot 4450 punten als de JBO begrepen is tussen 12 500 EUR (504 249 BEF) en 1000 000 EUR (4 033 990 BEF) en tot 3450 punten als de JBO minder is dan 12 500 EUR (504 249 BEF);

- voor bakkerijen met een JBO lager dan 12 500 EUR (504 249 BEF) kan die drempel worden verlaagd tot 2075 punten.

6.3. Minima en maxima van de vergoedingen.

De vergoedingen zonder BTW die het controleorganisme de marktdeelnemers aanreket is gelijk aan het totale aantal punten van het bedrijf, vermenigvuldigd met een coëfficiënt begrepen tussen de volgende minimale en maximale grenzen (deze coëfficiënt kan afzonderlijk worden vastgelegd, enerzijds voor de producenten, en anderzijds voor de bereidings- en verpakkingsbedrijven en de invoerders);

- minimale vergoeding : coëfficiënt 0,105 EUR (4,236 BEF);

- maximale vergoeding : coëfficiënt 0,16 EUR (6,454 BEF).

6.4. Verscherpte controles.

De kosten voor verscherpte controles uitgeoefend met name bij toepassing van hoofdstuk 5 van dit lastenboek worden door de controleorganismen aan de marktdeelnemer aangerekend op basis van de volgende minimum- en maximumgrenzen (mogelijke analysekosten niet meegerekend) :

Vergoeding (per 1/2 uur controle)	In het bedrijf	Op kantoor
minimum	30 EUR (1 210 BEF)	20 EUR (807 BEF)
maximum	45 EUR (1 815 BEF)	30 EUR (1 210 BEF)

6.5. Indexering.

De bedragen bedoeld in de punten 6.3 en 6.4. worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar ten opzichte van deze van december 2000.

HOOFDSTUK 7. — Gegevens die aan het Bestuur moeten worden verstrekt

7.1. Vergoedingen en sancties.

7.1.1. Het controleorganisme moet aan het Bestuur het rooster bezorgen van de vergoedingen die voor de marktdeelnemers van toepassing zijn. Ook moet het elke wijziging van dit rooster meedelen vóór de datum waarop het in werking treedt.

7.1.2. Het controleorganisme moet aan het Bestuur het rooster van de sancties bezorgen die op de marktdeelnemers van toepassing zijn. In dit rooster wordt (worden) de sanctie(s) gedefinieerd volgens de tabel vastgelegd in hoofdstuk 4 van dit lastenboek naast de onregelmatigheden en inbreuken die volgens de Verordening en de uitvoeringsbesluiten daarvan kunnen worden beboet. Hij deelt eveneens elke wijziging mee die aan het rooster wordt aangebracht.

7.2. Jaarlijks te bezorgen gegevens.

7.2.1. Lijst van marktdeelnemers die aan de controle onderworpen zijn.

De lijst van de marktdeelnemers bedoeld in artikel 9, punt 8b van de Verordening bevat de volgende gegevens :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer (producent, bereider, invoerder, fabrikant van diervoeders);
- het soort product;
- datum van de kennisgeving;
- datum van de certificering.

7.2.2. Jaarverslag.

Het jaarverslag bedoeld in artikel 9, punt 8b van de Verordening bevat minimum :

- de informatie gevraagd door de Europese Commissie in de gewenste vorm;
- de aanvullende statistieken in verband met de productiemiddelen en de bereiding van biologische producten alsook in verband met de hoeveelheid biologische eindproducten volgens het model vastgelegd door het Bestuur.

7.2.3. Gegevensbestand.

Jaarlijks vóór 1 maart levert het controleorganisme aan DG 3 van het Ministerie van Middenstand en Landbouw in het kader van het beheer van de dossiers met betrekking tot de steunregeling van agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om biologische teeltmethoden in te voeren of verder toe te passen, een gegevensbestand op informatiecdrager met, voor elke producent, de volgende gegevens betreffende het voorafgaande jaar :

- naam en adres van de producent;
- de controledata;
- per perceel :
 - de oppervlakte zoals door de producent aangegeven aan het controleorganisme ten laatste op 30 april van het desbetreffende jaar, en die uitgebaat werd volgens de bepalingen van de Verordening en van het koninklijk besluit, met dien verstande dat het respecteren van de bepalingen van het lastenboek dierlijke productie niet van toepassing is voor de producenten die zich hebben verbonden vóór 30 april 1998;
 - het teelttype;
 - het jaar van de eerste kennisgeving van het perceel.

7.3. Halfjaarlijks te verstrekken gegevens.

Het controleorganisme moet het Bestuur binnen de 30 dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen van de controles die bij de aan deze regeling onderworpen marktdeelnemers werden uitgevoerd, met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemers;
- het type marktdeelnemer;
- de controledatum;
- het soort controle (aangekondigd of niet aangekondigd).

7.3.2. Lijst van de toegekende vergunningen en afwijkingen.

Het controleorganisme moet het Bestuur binnen de 30 dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen van de vergunningen die aan de marktdeelnemers die aan dat soort controles onderworpen zijn, werden toegestaan, met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer;
- de aard van de afwijking;
- datum waarop de afwijking werd toegestaan;
- geldigheidsduur van de afwijking.

7.3.3. Lijst van de opgelegde sancties.

Het controleorganisme moet het Bestuur binnen de 30 dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen met de sancties die werden opgelegd aan marktdeelnemers die aan de controle onderworpen zijn, met uitzondering van de gevallen waar opmerkingen bij horen, dit met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het type marktdeelnemer;

- de aard van de sanctie volgens de tabel vastgelegd in punt 5 van dit lastenboek;
- de datum van de sanctie;
- de duur van de sanctie.

7.4. Onmiddellijk te verstrekken gegevens.

7.4.1. Als het controleorganisme een onregelmatigheid of een inbreuk constateert bij een aan de controle onderworpen marktdeelnemer, en ziet dat die onregelmatigheid of die inbreuk gevolgen kan hebben voor marktdeelnemers die aan de controle van een andere (Belgische of buitenlandse) controle-organisatie onderworpen zijn, dan brengt het onverwijld het Bestuur daarvan op de hoogte, zodat deze de nodige maatregelen kan treffen.

7.4.2. Als het controleorganisme aan een marktdeelnemer een declassering- of schorsings sanctie oplegt bedoeld in hoofdstuk 5 van het huidige lastenboek, dan brengt het onverwijld het Bestuur daarvan op de hoogte.

Gezien om als bijlage te worden toegevoegd aan het ministerieel besluit van 26 januari 2001.

De Minister van Middenstand en Landbouw,
J. GABRIELS



F. 2001 — 522

[C — 2001/16046]

**22 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel
concernant certaines mesures de protection en relation
avec la fièvre aphteuse au Royaume-Uni**

Le Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994, 20 décembre 1995, 23 mars 1998 et 5 février 1999, notamment l'article 9;

Vu la déclaration du 20 février 2001 d'un foyer de fièvre aphteuse dans le Comté d'Essex au Royaume-Uni;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1965 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1972, 3 avril 1989, 18 mars 1991 et 31 octobre 1996, notamment l'article 53bis;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1999 relatif aux conditions d'enregistrement des transporteurs et d'agrément des négociants, des points d'arrêt et des centres de rassemblement, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2000;

Vu le danger menaçant dû à cette situation au Royaume-Uni, d'une éventuelle dissémination ultérieure de la fièvre aphteuse dans le cheptel belge via le commerce d'animaux biongulés et de certains de leurs produits,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

Rassemblement : rassembler des animaux à des endroits publics, notamment les centres de rassemblement et les marchés visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juillet 1999 relatif aux conditions d'enregistrement des transporteurs et d'agrément des négociants, des points d'arrêt et des centres de rassemblement.

Art. 2. Tout rassemblement de bovins, ovins, caprins et autres biongulés est interdit sur tout le territoire du Royaume.

Cette interdiction ne s'applique pas aux rassemblements de bovins, porcins, ovins, caprins et autres biongulés provenant d'exploitations différentes dans un même véhicule lorsqu'ils sont transportés directement vers un même troupeau ou vers un abattoir.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à partir du 22 février, à 18 heures.

Bruxelles, le 22 février 2001.

Le Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

J. GABRIELS

N. 2001 — 522

[C — 2001/16046]

**22 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit betreffende vaststelling
van bepaalde beschermende maatregelen in verband met mond- en
klauwzeer in het Verenigd Koninkrijk**

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994, 20 december 1995, 23 maart 1998 en 5 februari 1999, inzonderheid het artikel 9;

Gelet op de aangifte op 20 februari 2001 van een uitbraak van mond- en klauwzeer in het Graafschap Essex te Groot-Brittannië;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1965 betreffende de bestrijding van mond- en klauwzeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1972, 3 april 1989, 18 maart 1991 en 31 oktober 1996, inzonderheid op het artikel 53bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1999 betreffende de erkenningsvoorwaarden van vervoerders, handelaars, stopplaatsen en verzamelcentra, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 2000;

Gelet op het dreigend gevaar ten gevolge van deze toestand in het Verenigd Koninkrijk voor een eventuele verdere verspreiding van mond- en klauwzeer in de Belgische veestapel via de handel in tweehoevige dieren en sommige producten ervan,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

Verzameling : het bijeenbrengen van dieren op openbare plaatsen, inzonderheid de verzamelcentra en markten bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juli 1999 betreffende de erkenningsvoorwaarden van vervoerders, handelaars, stopplaatsen en verzamelcentra.

Art. 2. Elke verzameling van runderen, varkens, schapen, geiten en andere tweehoevigen is verboden op het grondgebied van het Rijk.

Dit verbod is evenwel niet van toepassing op het vervoer van runderen, varkens, schapen, geiten en andere tweehoevigen afkomstig van verschillende bedrijven op eenzelfde voertuig, wanneer dit gebeurt voor rechtstreeks vervoer naar eenzelfde veebeslag of slachthuis bestemming.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking vanaf 22 februari 2001, om 18 uur.

Brussel, 22 februari 2001.

De Minister van Middenstand en Landbouw,

J. GABRIELS